RCS : LILLE METROPOLE
Code greffe : 5910

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2007 B 03146
Numéro SIREN : 301 571 931
Nom ou dénomination : DIRAMODE

Ce dépôt a été enregistré le 20/05/2021 sous le numéro de dépôt 10801

DIRAMODE
Société par Actions Simplifiée au capital de 67 948 636,50 €
Siège social : 1, rue John Hadley
59 654 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX

301 571 931 RCS LILLE METROPOLE

(ci-après la « Société »)

EXTRAIT DE L'ACTE SOUS SEING PRIVE DES ASSOCIES
EN DATE DU 12 AVRIL 2021

L'an deux mille vingt et un,
Le douze avril,
A huit heures.

La société OOSTERDAM B.V., société de droit néerlandais dont le siège est sis De Boelelaan 7, 1083 HJ AMSTERDAM (Pays-Bas), immatriculée au registre du commerce d'Amsterdam sous le numéro 33183629, représentée par Monsieur Pierre Henri BESSE en sa qualité de Directeur,

La société PIMINVEST, Société Civile à capital variable, ayant son siège social au 64, boulevard de Cambrai, 59100 Roubaix, 353 526 551 RCS Lille Métropole, représentée par la société SURAMAC (519 087 753 RCS Lille Métropole), elle-même représentée par Monsieur Jérôme MULLIEZ en sa qualité de Président, lui-même représenté par Monsieur Pierre-Henri BESSE en vertu d'une délégation de signature en date du 9 avril 2021,

Etant ensemble propriétaires de la totalité des 45 299 091 actions composant le capital social et agissant ainsi en qualité d'Associés de la société DIRAMODE,

.../...

Les Associés reconnaissant avoir été mis en possession, en temps opportun, des informations nécessaires à leur prise de décisions,

Déclarent être appelés à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- ✓ rapport du Président ;
- ✓ augmentation du capital social d'un montant de 15.000.000,00 € par création d'actions nouvelles de numéraire ; conditions et modalités de l'émission ; pouvoirs à conférer au Président ;
- ✓ augmentation de capital réservée aux salariés ; rapport du Commissaire aux comptes ;
- ✓ .../...
- ✓ pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Les Associés reconnaissent avoir été mis en possession, en temps opportun, des informations nécessaires à leur prise de décisions.

Puis, les Associés adoptent les décisions suivantes conformément aux statuts de la Société.

LA

PREMIERE DECISION

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport établi par le Président et après avoir constaté que le capital social était entièrement libéré, décide d'augmenter le capital de la Société d'un montant de 15.000.000 €, pour le porter de 67.948.636,50 € à 82.948.636,50 €, par l'émission de 10.000.000 actions nouvelles de 1,50 € de nominal chacune, à libérer intégralement, lors de la souscription, par versement en espèces ou par compensation de créance liquide et exigible, telle qu'elle apparaît dans les comptes de la Société sous la forme d'un compte courant d'associé.

Les actions nouvelles seront soumises, dès leur création, à toutes les dispositions des statuts. Elles porteront jouissance à compter du jour de la réalisation de l'augmentation de capital et seront entièrement assimilées aux actions anciennes.

Les fonds provenant des souscriptions en numéraire seront déposés sur un compte bancaire dédié auprès de la banque de la Société qui établira le certificat du dépositaire prévu par l'article L.225-14 alinéa 1 du Code de commerce.

Les souscriptions seront reçues au siège social jusqu'au 30 avril 2021 à minuit.

Si les souscriptions à titre irréductible et réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, le Président de la Société pourra répartir librement les actions non souscrites, totalement ou partiellement. Elles ne pourront néanmoins, en aucun cas, être offertes au public.

Le Président de la Société pourra limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions reçues à la condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation.

Le Président de la Société pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, les facultés prévues ci-dessus ou l'une d'elles seulement. L'augmentation de capital ne sera pas réalisée si, lorsqu'après l'exercice de ces facultés, le montant des souscriptions reçues n'atteint pas la totalité de l'augmentation de capital ou les trois quarts de cette augmentation, si le Président le décide.

DEUXIEME DECISION

Les Associés, au vu de la précédente résolution, confèrent tous pouvoirs au Président de la Société pour modifier éventuellement les dates d'ouverture et de clôture de la souscription, clore par anticipation la souscription dès que toutes les actions à titre irréductible auront été souscrites, recueillir les souscriptions, recevoir les versements de libération, effectuer le dépôt des fonds dans les conditions légales, constater toute libération par compensation, s'il y a lieu, prendre toutes mesures utiles et remplir toutes formalités nécessaires pour parvenir à la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée.

Les Associés autorisent le Président de la Société à modifier corrélativement les statuts de la Société.

TROISIEME DECISION

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport établi par le Président et du rapport du Commissaire aux comptes, autorise le Président, en application des dispositions des articles L.225-138-1 du Code de commerce et de l'article L.3332-18 du Code du travail, à augmenter, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, le capital social d'un montant nominal qui ne pourra excéder 225.000,00 € par l'émission d'actions réservées aux adhérents du plan d'épargne d'entreprise de la Société.

Le prix de souscription des actions émises en application de la présente délégation sera déterminé par le Président lors de sa décision fixant la date d'ouverture de la souscription, conformément aux dispositions de l'article L.3332-20 du Code du travail.

Dans le cadre de la présente délégation, les Associés décident de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés aux actions à émettre au profit des adhérents du plan d'épargne d'entreprise de la Société.

La présente délégation est consentie pour une durée de 5 ans à compter de la présente décision.

Les Associés délèguent tous pouvoirs au Président pour mettre en œuvre la présente autorisation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus, à l'effet notamment de :

- fixer les conditions d'ancienneté que devront remplir les bénéficiaires d'actions nouvelles ;
- fixer le délai accordé aux souscripteurs pour la libération des actions nouvelles ;
- déterminer si les souscriptions aux actions nouvelles devront être réalisées directement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement ;
- d'arrêter le prix de souscription des actions nouvelles ;
- décider du montant des actions à émettre, de la durée de la période de souscription, de la date de jouissance des actions nouvelles, et plus généralement de l'ensemble des modalités de chaque émission ;
- constater la réalisation de chaque augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ;
- procéder aux formalités consécutives et apporter aux statuts les modifications corrélatives ;
- et d'une façon générale, prendre toutes mesures pour la réalisation des augmentations de capital dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

Cette résolution mise aux voix est rejetée à l'unanimité.

QUATRIEME DECISION

Les Associés donnent tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité qu'il appartiendra.

CINQUIEME DECISION

Les Associés décident que le présent acte sous seing privé vaut décision collective des Associés et sera, en conséquence, reporté dans le registre des procès-verbaux des Assemblées Générales.

A cet effet, un original des présentes sera remis au Président, qui attestera de sa bonne réception.

« Pour extrait certifié conforme »

Le Président
Monsieur Yann Hinsinger

DIRAMODE
Société par actions simplifiée au capital de 67.948.636,50 €
Siège social : 1, rue John Hadley - 59654 Villeneuve d'Ascq Cedex
301 571 931 RCS LILLE METROPOLE

(ci-après la « Société »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 12 AVRIL 2021

L'an deux mille vingt et un,
Le douze avril,
A dix sept heures.

Je soussigné,

Monsieur Yann HINSINGER, agissant en qualité de Président de la Société,

agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par la décision de la collectivité des Associés an date du 12 avril 2021, rappelle et constate dans le cadre des opérations décrites ci-après, les faits suivants :

1. AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le Président rappelle que :

- la collective des Associés a décidé, en date du 12 avril 2021, d'augmenter le capital social d'un montant de 15.000.000,00 €, pour le porter de 67.948.636,50 € à 82.948.636,50 €, par l'émission de 10.000.000 actions nouvelles de numéraire de 1,50 € de nominal chacune, à libérer intégralement, lors de la souscription, par versement en espèces ou par compensation de créance liquide et exigible, telle qu'elle apparaît dans les comptes de la Société sous la forme d'un compte courant d'associé ;

- la collective des Associés a également donné tous pouvoirs au Président pour modifier éventuellement les dates d'ouverture et de clôture de la souscription, clore par anticipation la souscription dès que toutes les actions à titre irréductible auront été souscrites, recueillir les souscriptions, recevoir les versements de libération, effectuer le dépôt des fonds dans les conditions légales, constater toute libération par compensation, s'il y a lieu, prendre toutes mesures utiles et remplir toutes formalités nécessaires pour parvenir à la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée.

APRES AVOIR RAPPELE CE QU'IL EST DIT CI-DESSUS, LE PRESIDENT CONSTATE :

- que la société PIMINVEST (519 087 753 RCS Lille Métropole) a renoncé à son droit préférentiel de souscription au profit de la société OOSTERDAM B.V. ;

- que la société OOSTERDAM B.V. a ainsi souscrit intégralement à l'augmentation de capital susvisée, conformément aux termes de son bulletin de souscription signé en date du 12 avril 2021 ;

YH

- que la société OOSTERDAM B.V. a libéré intégralement le montant de ladite souscription, soit la somme de 15.000.000,00 €, en totalité, par versements en espèces ;

- que les 10.000.000 actions nouvelles sont entièrement souscrites, qu'elles sont libérées et sont intégralement attribuées à la société OOSTERDAM B.V.;

- que tous les droits de souscription à titre irréductible ayant été régulièrement exercés dès le 12 avril 2021, le délai de souscription s'est trouvé clos par anticipation à cette date ;

- que la souscription des 10.000.000 actions nouvelles et leur libération par versement en espèces, à hauteur de 15.000.000,00 €, ont été constatées par un certificat de la BNP, en date du 12 avril 2021;

- et qu'ainsi ladite augmentation du capital a été définitivement et régulièrement réalisée en date du 12 avril 2021.

2. MODIFICATION DE L'ARTICLE 6 DES STATUTS

Le Président rappelle que :

- la collective des Associés l'a autorisé, par décisions en date en date du 12 avril 2021, à modifier les statuts de la Société dans le cadre de l'augmentation du capital social d'un montant de 15.000.000,00 € par émission de 10.000.000 actions nouvelles de numéraire de 1,50 € de nominal chacune ;

- l'augmentation de capital d'un montant de 15.000.000,00 € susvisée a été définitivement réalisée le 12 avril 2021.

APRES AVOIR RAPPELE CE QU'IL EST DIT CI-DESSUS, LE PRESIDENT DECIDE :

- la modification de l'article 6 des statuts de la Société comme suit :

> ***« Article 6 - Capital Social***
> *Le capital social est fixé à la somme de 82.948.636,50 €. Il est divisé en 55 299 091 actions de 1,50 € chacune.*
> *Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi. »*

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président de la Société.

Le Président
Monsieur Yann HINSINGER

DIRAMODE
Société par Actions Simplifiée au capital de 82 948 636,50 €
Siège social : 1, rue John Hadley
59 654 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX

301 571 931 RCS LILLE METROPOLE

(la « **Société** »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT DE LA SOCIETE DU 10 MAI 2021

Monsieur Yann HINSINGER, agissant en qualité de président de la Société (le « **Président** »),

a pris les décisions suivantes en application de l'article 4 des statuts, permettant le transfert du siège social de la Société en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président.

A DECIDE CE QU'IL SUIT :

1. TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL ; MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 DES STATUTS

Le Président, en application de l'article 4 des statuts, décide de transférer le siège social du 1, rue John Hadley à VILLENEUVE D'ASCQ (59650) au 18, rue Denis Papin à VILLENEUVE D'ASCQ (59650), à compter de ce jour.

En conséquence, le Président décide de modifier l'article 4 des statuts intitulé « Siège social », qui sera désormais rédigé comme suit :

> *« ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL*
>
> *Le siège social est établi au 18, rue Denis Papin – 59650 Villeneuve d'Ascq. »*

Le reste de l'article demeure inchangé.

2. POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES

Le Président confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir toutes formalités qu'il appartiendra, notamment de dépôt.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel a été signé par le Président.

Le Président
Yann HINSINGER

DIRAMODE

Société par Actions Simplifiée au capital de 82.948.636,50 €
Siège social : 1, rue John Hadley
59654 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX

301 571 931 RCS LILLE METROPOLE

STATUTS

MIS A JOUR AU 12 AVRIL 2021

CERTIFIE CONFORME

Le Président
Yann HINSINGER



ARTICLE 1 - FORME

La Société a été constituée sous la forme d'une société anonyme.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juin 2012, la Société a été transformée en Société par Actions Simplifiée.

Elle est régie par les dispositions légales et règlementaires applicables ainsi que par les stipulations des présents statuts (ci-après les « Statuts »). Elle ne peut offrir de titres financiers au public.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs Associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- l'acquisition, l'administration et l'exploitation de tous fonds de commerce et en particulier de tous fonds relatifs au commerce d'articles textiles destinés à l'habillement, d'accessoires de la mode, de produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, d'articles chaussants ainsi que d'articles de cadeaux et de décoration, et plus généralement de tous produits se rapportant à l'équipement de la personne et de la maison,

- l'exploitation de tous fonds de commerce relatifs aux activités d'achats et de ventes en gros et au détail, de déstockage de vêtements de prêt à porter et plus généralement de tous articles d'habillement et de leurs accessoires,

- l'acquisition, en vue de la revente de tous fonds de commerce, d'immeubles, d'actions et de parts de sociétés immobilières en qualité de marchand de biens,

- toutes activités de conseil en stratégie d'entreprise, d'aide à la prise de décisions, de développement et de direction d'entreprises, toutes prestations de services notamment administratif, juridique, financier, de gestion, de logistique et/ou d'entreposage, d'importation, d'exportation, et plus généralement toute activité de conseil ou d'assistance aux entreprises,

- et d'une manière générale toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à ces objets ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : DIRAMODE.

Tous les actes ou documents émanant de la Société et destinés aux tiers, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « SAS » (ou en cas de caractère unipersonnel, des mots « Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle » ou des initiales « SASU »), de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est établi au 1, rue John Hadley – 59654 Villeneuve d'Ascq Cedex.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président et en tout autre lieu par décision collective des Associés.

Lors d'un transfert décidé par le Président, celui-ci est autorisé à modifier les Statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DUREE

La Société, sauf en cas de prorogation ou de dissolution anticipée, aura une durée de 99 ans à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 82.948.636,50 €. Il est divisé en 55 299 091 actions de 1,50 € chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 7 – DROITS ATTACHES AUX ACTIONS

7.1 Droits attachés à toutes les actions

Les actions sont toutes émises en la forme nominative.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions des Associés.

Les actions donnent lieu à une inscription sur un compte ouvert dans les livres de la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Une attestation d'inscription en compte pourra être délivrée à l'Associé qui en aura fait la demande.

Les actions se transmettent par virement du compte du cédant au compte du cessionnaire. Leur transmission ne peut s'opérer que sur production d'un ordre de mouvement signé du cédant et par l'enregistrement du changement de propriété des actions sur le registre des mouvements de titres et les comptes des titulaires dès réception de l'ordre de mouvement.

En cas de pluralité d'Associés, chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution de titres à l'occasion d'une opération telle que réduction du capital, augmentation du capital par incorporation de réserves, fusion ou autrement, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la Société, les Associés devant faire leur affaire personnelle du groupement et,

éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

En cas de démembrement, le droit de vote attaché à chaque action appartient au nu-propriétaire pour toute autre décision que celle concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.
Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les Assemblées Générales.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter aux Assemblées par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique justifiant d'une habilitation spéciale. En cas de désaccord entre eux sur le choix du mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un Associé ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou décisions collectives des associés.

7.2 Droits de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quantité de capital qu'elles représentent.

7.3 Droits préférentiels de souscription

Les Associés ont, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent, un droit de préférence à la souscription en numéraire des actions émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les Associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. Les Associés peuvent aussi décider par voie de décision collective de supprimer collectivement le droit préférentiel de souscription dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

7.4 Droits financiers attachés aux actions

Toute action donne droit, proportionnellement à la quotité de capital qu'elle représente, à une part dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, ou en cas de liquidation de la Société, dans les conditions et modalités par ailleurs stipulées dans les Statuts.

La décision collective des Associés fixe les modalités de paiement des dividendes. En tout état de cause, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du Président de la Société.

ARTICLE 8 – CESSION DES ACTIONS - AGREMENT

Toute cession réalisée en violation des dispositions du présent article est nulle, à moins qu'elle ne soit expressément ratifiée par décision des Associés dans un délai de 18 mois.

Le présent article deviendra caduc en cas de transformation de la Société en société d'une autre forme.

8.1 Modalité du transfert des actions

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte au vu d'un ordre de virement signé par le cessionnaire, sauf disposition contraire des Statuts.

L'ordre de mouvement d'actions non intégralement libérées doit être accompagné d'une acceptation signée par le cessionnaire.

8.2 Définitions

Pour l'application du présent article, sont considérées comme des « **cessions** » toute cession, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, de même que l'apport en société, l'apport partiel d'actif, la fusion ou la scission, tout démembrement des actions de la Société et plus généralement, tout mode de transmission de la propriété ou de ses démembrements, de la jouissance ou de l'usage.

Pour l'application du présent article, sont considérées comme des « **actions** » toute action, action de préférence, obligation et plus généralement, toute valeur mobilière émise par la Société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions, actions de préférence, obligations ou toute autre valeur mobilière émise par la Société.

Sont également considérées comme des « **cessions d'actions** » toute cession de tous droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, de primes d'émission ou de bénéfices, ainsi que toute cession de tous droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apport en numéraire ou toute cession de toute renonciation individuelle au droit de souscription en faveur d'une ou plusieurs personnes dénommées ou non.

Pour l'application du présent article, deux sociétés sont considérées comme « **affiliées** » si l'une d'entre elles détient le contrôle direct ou indirect de l'autre (société mère et filiale) ou si toutes deux sont directement ou indirectement contrôlées par une même société (sociétés sœurs). Il y a contrôle direct ou indirect d'une société par une autre société dès lors que la seconde dispose, directement ou par société interposée, de la majorité du capital et de la majorité absolue des droits de vote de la première.

8.3 Notifications

Les notifications, significations et demandes prévues au présent article seront valablement faites, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par lettre remise en main propre contre décharge, soit par tout autre moyen équivalent attestant sans ambiguïté de la bonne réception par son destinataire.

8.4 Champ d'application des cessions d'actions soumises à la procédure d'agrément

Sont soumises à la procédure d'agrément décrite ci-dessous toutes les cessions d'actions, à moins qu'elles n'interviennent dans les cas suivants :

- lorsque la Société ne comporte qu'un seul Associé ;
- lorsque la cession d'actions a lieu, à titre gratuit ou à titre onéreux, entre deux Associés ;
- lorsque la cession d'actions a lieu entre un Associé et une de ses sociétés affiliées.

8.4.1 Notification de l'intention de céder

Lorsqu'en application des dispositions du présent article une cession d'action est soumise à la

procédure d'agrément, l'Associé qui souhaite vendre tout ou partie de ses actions devra en aviser le Président de la Société par notification mentionnant les nom, prénom et adresse du cessionnaire, le nombre, le cas échéant la catégorie et la nature des actions dont la cession est envisagée, le mode, le prix offert et les conditions de cession.

8.4.2 Agrément

Lorsqu'un projet de cession est notifié au Président de la Société, celui-ci appelle les Associés à se prononcer dans le délai d'1 mois à compter de la notification de l'intention de céder.

La décision des Associés est notifiée au cédant ; elle n'a pas à être motivée.

Si les Associés n'ont pas fait connaître leur décision au cédant dans le délai d'1 mois ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et si le cédant n'a pas retiré son offre dans le délai de 15 jours, le Président de la Société est tenu, dans le délai d1 mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un Associé, soit par un tiers préalablement agréé par les Associés, soit par la Société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration du délai d'1 mois visé au paragraphe ci-dessus, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, à la demande de la Société, ce délai peut être prolongé par ordonnance non susceptible de recours rendue par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé.

En cas d'acquisition et en vue de régulariser la cession dans le délai imparti, le transfert sera régularisé d'office par simple déclaration du Président de la Société, puis sera notifié au cédant dans les 10 jours de sa date, avec invitation de se présenter au siège social pour recevoir le prix du transfert, soit par lui-même, soit par une autre personne dûment mandatée à cet effet.

Les Associés ne peuvent déléguer le pouvoir de se prononcer sur l'agrément ou le refus d'agrément d'un tiers cessionnaire. En revanche, lorsqu'ils se sont prononcés sur l'agrément ou le refus d'agrément du tiers cessionnaire, ils peuvent déléguer les autres pouvoirs qu'ils tiennent du présent article.

8.4.3 Prix de cession des actions

Les cessions intervenant en application du présent article se font à la valeur déterminée par les experts désignés en application des dispositions de l'article 17 des présents Statuts ou, s'il n'a pas été pourvu à leur nomination et à défaut d'accord entre les parties, par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 9 – EXCLUSION D'UN ASSOCIE

L'exclusion d'un Associé peut être prononcée, outre dans les cas expressément prévus par les dispositions législatives, dans les cas suivants :

- violation des Statuts ;
- mésentente grave entre Associés ;
- faits ou actes susceptibles de porter atteinte aux intérêts, à la réputation ou à l'image de marque de la Société ;

- abus de minorité de la part d'un Associé ;
- prononcé d'une condamnation pénale à l'encontre d'un Associé ;
- interdiction faite à un membre de la Société de participer à l'activité de celle-ci ;
- modification dans le contrôle d'une société Associée.

L'exclusion d'un Associé de la Société est décidée par les Associés, étant précisé que les droits de vote détenus par l'Associé concerné par la procédure d'exclusion seront pris en compte pour le calcul du quorum et de la majorité. Si l'Associé concerné par la procédure d'exclusion n'est pas présent ou représenté lors de la décision des Associés appelée à statuer sur son exclusion, le résultat du vote lui est notifié par le Président, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 10 jours à compter de la décision des Associés.

L'exclusion d'un Associé ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- information de l'Associé concerné, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai de 15 jours avant la date à laquelle doivent se prononcer les Associés, accompagnée de l'exposé des motifs de l'exclusion envisagée et de toutes pièces justificatives utiles ;
- information identique aux autres Associés ;
- tenue de la décision des Associés permettant à l'Associé concerné de faire valoir ses arguments en réponse aux griefs invoqués pour justifier son exclusion.

Dans l'attente de l'accomplissement de ces formalités, le Président de la Société peut consulter les Associés par tout moyen à l'effet de décider de suspendre l'exercice des droits non pécuniaires de l'Associé dont l'exclusion est envisagée.

L'Associé exclu doit céder la totalité de ses actions à compter de la décision d'exclusion :

- aux autres Associés ;
- à la Société elle-même, sous réserve d'une réduction du montant de son capital social dans un délai de 6 mois ;
- à un tiers réunissant les conditions fixées par les Statuts pour être Associé.

Tous les droits non pécuniaires, attachés à la propriété des actions détenues par l'Associé exclu, tant par les Statuts que par la loi, sont suspendus dès la décision d'exclusion des Associés.
Dans le cas où l'exclusion résulte d'une action ayant causé un dommage à la Société, ladite exclusion est prononcée sans préjudice des éventuelles actions judiciaires, pénales ou civiles, qui pourraient être diligentées à l'encontre de l'Associé exclu.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé par le Président de la Société ou d'une personne déléguée par lui sans qu'il soit besoin de celle de l'Associé exclu.
La cession des actions de l'Associé exclu intervient tout droit aux dividendes, intérêts ou autres droits pécuniaires attachés et libres de tout privilège, nantissement ou sûreté de quelque nature que ce soit, ce dont l'Associé exclu doit faire son affaire.

Les cessions intervenant en application du présent article se font à la valeur déterminée par les experts désignés en application des dispositions de l'article 17 des présents Statuts ou, s'il n'a pas été pourvu à leur nomination et à défaut d'accord entre les parties, par un expert désigné dans les conditions décrites à l'article 1843-4 du Code Civil.

Le prix des actions de l'Associé exclu doit être versé à celui-ci par la délivrance d'un chèque ou d'un

ordre de virement d'un montant égal au prix des actions déterminé conformément aux dispositions de l'article 17 des présents Statuts. Dans le cas où l'Associé exclu ne se trouve pas en mesure de recevoir le paiement du prix des actions cédées, ce prix est – à la diligence de la Société – séquestré auprès de tout établissement bancaire ; à compter de ce séquestre, la Société est réputée avoir rempli ses obligations au titre du paiement du prix.

Le présent article deviendra caduc en cas de transformation de la Société en une société d'une autre forme.

ARTICLE 10 – PRESIDENT DE LA SOCIETE

10.1 Désignation

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, Associé ou non de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de la personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de 65 ans. Si le Président en fonction atteint l'âge de 65 ans en cours d'exercice de son mandat, il est réputé démissionnaire d'office et est remplacé à l'occasion de la plus proche décision collective des Associés appelée à statuer sur les comptes du dernier exercice social clos.

10.2 Durée des fonctions

Le mandat du Président est de 4 ans, ses fonctions prenant fin à l'issue de la décision des Associés statuant sur les comptes du dernier exercice social clos se tenant dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Toutefois, les Associés pourront décider d'une durée de mandat différente.

Le mandat du Président pourra être renouvelé.

Le Président peut démissionner à tout moment, à charge pour lui d'en informer les Associés.

Le Président peut être révoqué à tout moment et sans qu'un motif soit nécessaire par décision des Associés.

La révocation des fonctions du Président n'ouvre droit à aucune indemnité.

10.3 Rémunération

Le Président peut se voir allouer une rémunération au titre de son mandat. Cette rémunération est fixée par décision collective des Associés. Les modifications de la rémunération du Président interviennent dans les mêmes formes.

La rémunération du Président peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois, fixe et proportionnelle.

10.4 Pouvoirs

Le Président dirige et administre la Société. Il la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les Statuts aux associés.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que cette limitation soit opposable aux tiers, le Président ne pourra prendre les engagements suivants qu'après accord du Conseil de Surveillance ou, à défaut d'existence de ce dernier, de la collectivité des Associés :

- le retrait de fonds en banque, quel qu'en soit le montant, à l'exception de retraits plafonnés à un montant de 1 000 € destiné à la constitution de fond de caisse ;
- l'acquisition sous quelque forme que ce soit (notamment achat, échange, apport en société) d'immeubles appelés à figurer au poste immobilisations du bilan, de fonds de commerce, de droits d'entrée, de droits au bail ou d'autres éléments substantiels de fonds de commerce tels que brevets d'invention, certificat d'utilité, marques, dessins et modèles, enseignes, procédés techniques non brevetés, à moins qu'elle ne soit réalisée auprès ou au bénéfice d'une société affiliée ou que le montant d'acquisition additionné aux montants de loyers cumulés sur la durée du bail commercial y afférant ne soit d'une valeur inférieure à 1 000 000 € ;
- la cession sous quelque forme que ce soit (notamment vente, échange, apport en société) d'immeubles appelés à figurer au poste immobilisations du bilan, de fonds de commerce, de droits d'entrée, de droits au bail ou d'autres éléments substantiels de fonds de commerce tels que brevets d'invention, certificat d'utilité, marques, dessins et modèles, enseignes, procédés techniques non brevetés, à moins qu'elle ne soit réalisée auprès ou au bénéfice d'une société affiliée ou qu'elle ne soit d'une valeur inférieure à 500 000 € ;
- la prise ou la cession d'une participation ;
- la constitution ou la promesse de constitution de sûretés personnelles (cautionnement, aval, etc.) ou réelles mobilières (nantissement) ou immobilières (antichrèse, hypothèque, affectation hypothécaire) ;
- tout emprunt et demande de crédit à court, moyen ou long terme à moins qu'il/qu'elle ne soit réalisé(e) auprès ou au bénéfice d'une société affiliée ;
- tout octroi de prêt à toute personne physique ou morale, à moins qu'il ne soit réalisé au bénéfice d'une société affiliée ;
- l'abandon de créances, à moins qu'il ne soit réalisé au bénéfice d'une société affiliée ;
- l'acquisition et l'aliénation de valeurs mobilières (titres de placement et titres de participation), à moins qu'elle ne soit réalisée auprès ou au bénéfice d'une société affiliée ;
- la conclusion de contrats de franchise ou de location gérance, sauf avec une société affiliée ;
- tout autre acte juridique comportant pour la Société un engagement de payer excédant la somme de 500 000 €, étant précisé que toute mesure tendant à scinder le montant de l'engagement en tranches inférieures à 500 000 € n'exonérera pas le Président de sa responsabilité contractuelle, à moins qu'il ne soit réalisé auprès ou au bénéfice d'une société affiliée. La présente interdiction de passer un acte juridique comportant pour la Société un engagement de payer une somme excédant 500 000 € ne s'applique pas aux actes passés dans le cadre de l'exploitation courante de la Société tels que notamment les achats de marchandises destinées à la revente, les achats de fournitures et matériels divers destinés au

fonctionnement courant de l'entreprise, la conclusion de baux commerciaux, ou encore, le règlement des sommes dues aux administrations (douanes, impôts, URSSAF ....).

Deux sociétés sont considérées comme affiliées dans les conditions définies à l'article 8.2 des présents Statuts.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toute délégation de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 11 – DIRECTEUR GENERAL DE LA SOCIETE

11.1 Désignation

Sur proposition du Président de la Société, les Associés peuvent procéder à la nomination d'un ou plusieurs Directeurs Généraux, Associé ou non de la Société, personne physique ou personne morale (le « **Directeur Général** »).

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 65 ans. Si le Directeur Général en fonction atteint l'âge de 65 ans en cours d'exercice de son mandat, il est réputé démissionnaire d'office et est remplacé à l'occasion de la plus proche décision collective des Associés appelée à statuer sur les comptes du dernier exercice social clos.

11.2 Durée des fonctions

Le mandat de Directeur Général est de 4 ans, les fonctions prenant fin à l'issue de la décision des Associés statuant sur les comptes du dernier exercice social clos se tenant dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Toutefois, les Associés pourront décider d'une durée de mandat différente.

Le mandat du Directeur Général pourra être renouvelé.

Le Directeur Général peut démissionner à tout moment, à charge pour lui d'en informer les Associés.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un motif soit nécessaire par décision des Associés.

La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

11.3 Rémunération

Le Directeur Général peut se voir allouer une rémunération au titre de son mandat. Cette rémunération est fixée par décision collective des Associés. Les modifications de la rémunération du Directeur Général interviennent dans les mêmes formes.

La rémunération du Directeur Général peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois, fixe et proportionnelle.

11.4 Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure des Associés, le Directeur Général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs de direction et de représentation

que le Président de la Société.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Sans que cette mesure soit opposable aux tiers, le Directeur Général sera soumis aux mêmes limitations de pouvoirs que celles énoncées à l'article 10.4 des présents Statuts.

Le Directeur Général peut, sous sa responsabilité, consentir toute délégation de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 12 – DIRECTEUR GENERAL DELEGUE DE LA SOCIETE

12.1 Désignation

Les Associés peuvent, sur proposition du Président et/ou du Directeur Général, procéder à la nomination d'un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, dont ils fixent l'étendue des missions et qui sont obligatoirement des personnes physiques, Associées ou non de la Société.

Nul ne peut être nommé Directeur Général Délégué s'il est âgé de plus de 65 ans. Si un Directeur Général Délégué atteint l'âge de 65 ans en cours d'exercice de son mandat, il est réputé démissionnaire d'office et ses fonctions cessent lors de la plus prochaine décision collective des Associés.

12.2 Durée des fonctions

Le mandat de Directeur Général Délégué est de 4 ans, les fonctions prenant fin à l'issue de la décision des Associés statuant sur les comptes du dernier exercice social clos se tenant dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Toutefois, les Associés pourront décider d'une durée de mandat différente.

Le mandat du Directeur Général pourra être renouvelé.

Le Directeur Général Délégué peut démissionner à tout moment, à charge pour lui d'en informer les Associés.

Le Directeur Général Délégué peut être révoqué à tout moment et sans qu'un motif soit nécessaire par décision des Associés.

La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

12.3 Rémunération

Le Directeur Général Délégué peut se voir allouer une rémunération au titre de son mandat. Cette rémunération est fixée par décision collective des Associés. Les modifications de la rémunération du Directeur Général interviennent dans les mêmes formes.

La rémunération du Directeur Général Délégué peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois, fixe et proportionnelle.

12.4 Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure des Associés, le Directeur Général Délégué dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs de direction et de représentation que le Président de la Société.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Directeur Général Délégué qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les Associés fixeront, le cas échéant dans la décision de nomination, à titre de mesure interne, l'étendue des pouvoirs du Directeur Général Délégué.

Le Directeur Général Délégué peut, sous leur responsabilité, consentir toute délégation de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 13 – CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA SOCIETE

Il peut être créé, par décision collective des Associés, un Conseil de Surveillance dont le fonctionnement et les pouvoirs sont régis par le présent article et les autres dispositions des Statuts y faisant référence.

13.1 Composition du Conseil de Surveillance

Lorsqu'il est institué, le Conseil de Surveillance est composé de 3 membres au moins et de 8 membres au plus.

13.2 Nomination des membres du Conseil de Surveillance

Les membres du Conseil de Surveillance sont choisis en fonction de leurs compétences ; ils peuvent être des Associés de la Société ou des tiers, personnes physiques ou morales.

Lorsqu'une personne morale est nommée membre du Conseil de Surveillance, celle-ci doit, lors de sa nomination, désigner un représentant permanent, qui sera soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était membre du Conseil de Surveillance en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Le Président de la Société, le Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués ne peuvent en aucun cas être nommés membres du Conseil de Surveillance.

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés, renouvelés ou révoqués par décision collective des Associés.

La révocation d'un membre du Conseil de Surveillance peut survenir à tout moment par décision collective des Associés qui n'a pas à être motivée. La révocation d'un membre du Conseil de Surveillance ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité.

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés pour une durée de 4 ans. Leur mandat prend fin à l'issue de la décision collective des Associés statuant sur les comptes du dernier exercice clos se

tenant dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Les membres du Conseil de Surveillance sont rééligibles.

En cas de démission, révocation ou décès d'un membre du Conseil de Surveillance, le Conseil de Surveillance peut, entre deux décisions des Associés, procéder à des nominations à titre provisoire, tant que le nombre de membres du Conseil de Surveillance en place ne devient pas inférieur à 2.
Si le nombre de membres du Conseil de Surveillance devient inférieur à 2, les Associés sont appelés immédiatement à compléter l'effectif du Conseil de Surveillance.
Les nominations provisoires effectuées par le Conseil de Surveillance sont soumises à ratification de la prochaine décision collective des Associés. A défaut de ratification, les délibérations prises et actes accomplis antérieurement demeurent valables.
Le membre du Conseil de Surveillance nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Pour l'exercice de son mandat, le membre du Conseil de Surveillance doit être âgé de moins de 70 ans.
Si le membre du Conseil de Surveillance en fonction atteint l'âge de 70 ans en cours d'exercice de son mandat, il est remplacé à l'occasion de la plus proche décision collective des Associés appelée à statuer sur les comptes du dernier exercice social clos.

13.3 Nomination du Président du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est dirigé par un président, désigné par le Conseil de Surveillance parmi ses membres.

Le Président du Conseil de Surveillance est nommé pour une durée de 4 ans, sans toutefois que la durée de son mandat de Président du Conseil de Surveillance puisse excéder la durée de son mandat de membre du Conseil de Surveillance.
Ainsi, la cessation, pour quelque raison que ce soit de son mandat de membre du Conseil de Surveillance, met automatiquement fin au mandat du Président du Conseil de Surveillance.

13.4 Réunions du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société et l'exercice de ses pouvoirs l'exigent.

Les membres du Conseil de Surveillance sont convoqués aux séances du Conseil de Surveillance par ou pour le compte du Président du Conseil de Surveillance, du Président de la Société ou du Directeur Général, à la demande de deux membres du Conseil de Surveillance ou par l'un des Directeurs Généraux Délégués.

La convocation est effectuée par tous moyens, y compris verbalement, au moins 8 jours avant la tenue du Conseil de Surveillance, à l'exception (i) du cas où les membres du Conseil de Surveillance seraient tous présents ou représentés où aucun délai ne sera requis et (ii) des cas d'urgence où ce délai sera réduit à 2 jours.

La convocation doit comporter l'ordre du jour, le Conseil de Surveillance pouvant toutefois se saisir de tous points relevant de sa compétence lors de ses réunions, qu'il soit ou non porté à l'ordre du jour.

Les réunions du Conseil de Surveillance ont lieu au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Toutefois, la tenue des réunions peut se faire également par tout moyen de

télécommunication (téléconférence, téléphone, visioconférence...).

Les réunions du Conseil de Surveillance sont présidées par le Président du Conseil de Surveillance ou, en cas d'absence de ce dernier, par l'un des membres du Conseil de Surveillance présents.

A l'initiative du Président du Conseil de Surveillance, il est dressé un compte-rendu de chaque réunion du Conseil de Surveillance, conservé au siège social.

Le compte-rendu est signé par le Président du Conseil de Surveillance ou le Président de séance et par au moins 1 membre du Conseil de Surveillance.

Le Président de la Société, le Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués peuvent assister aux réunions du Conseil de Surveillance.

13.5 Quorum et majorité

Le Conseil de Surveillance ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du Conseil de Surveillance qui participent à la réunion du Conseil de Surveillance par les moyens de télécommunication susvisés.

Un membre du Conseil de Surveillance peut être représenté par un autre membre du Conseil de Surveillance, étant entendu qu'un membre du Conseil de Surveillance ne peut disposer du pouvoir que d'un seul autre membre du Conseil de Surveillance.

Les décisions du Conseil de Surveillance sont prises à la majorité des voix des membres du Conseil de Surveillance présents ou dûment représentés ; en cas de partage des voix, celle du Président du Conseil de Surveillance, ou à défaut du Président de séance, est prépondérante.

Si le Conseil de Surveillance est composé de moins de 5 membres et que 2 membres seulement assistent à la séance, les décisions doivent alors être prises à l'unanimité.

13.6 Pouvoirs du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Président de la Société, le Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués.

A ce titre, le Conseil de Surveillance aura notamment pour missions de :

- examiner les comptes annuels et les documents de gestion prévisionnelle avant qu'ils ne soient arrêtés par le Président de la Société ;
- valider les orientations stratégiques de la Société et veiller à leur mise en œuvre ;
- valider et suivre le budget annuel et l'allocation des ressources ;
- valider les éventuelles modifications apportées au budget annuel en cours d'exécution ;
- émettre un avis consultatif avant toute décision de distribution d'un acompte sur dividende ;
- veiller aux politiques relatives à la qualité, au contrôle interne et aux ressources humaines ;
- conseiller et accompagner le Président, le Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués pour favoriser la haute performance de la Société ;
- autoriser les opérations visées à l'article 10.4 des présents Statuts.

Dans le délai de 4 mois à compter de la clôture de l'exercice social, le Président de la Société doit présenter au Conseil de Surveillance les comptes annuels aux fins de vérification et de contrôle.
Le Conseil de Surveillance, s'il le juge opportun, présente à la décision annuelle des Associés ses observations sur les comptes de l'exercice social.

Le Conseil de Surveillance peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés et peut créer un ou plusieurs comités spécifiques dont il fixe la mission (Comité d'Audit, Comité des Rémunérations, etc.).

Le Conseil de Surveillance peut, à toute époque, opérer les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission. Il pourra, à cet effet, exercer le droit à l'information organisé par l'article 19 des Statuts.

Il est précisé que, dans l'hypothèse où le Conseil de Surveillance n'aurait pas été constitué, les compétences spécifiques du Conseil de Surveillance visées ci-dessus et/ou ailleurs dans les Statuts seront du ressort du Président de la Société, du Directeur Général, des Directeurs Généraux Délégués ou des Associés selon le cas.

13.7 Rémunération des membres du Conseil de Surveillance

Les associés peuvent allouer aux membres du Conseil de Surveillance, en rémunération de leur activité, à titre de rémunération, une somme fixe qu'ils déterminent annuellement.

Le Conseil de Surveillance répartit librement entre ses membres les sommes globales allouées par les associés.

Les dépenses engagées par les membres du Conseil de Surveillance dans l'intérêt de la Société leur sont remboursées sur présentation d'un justificatif.

ARTICLE 14 – DECISIONS DES ASSOCIES

Les seules décisions qui relèvent de la compétence des Associés sont celles pour lesquelles la loi, les règlements applicables et les présents Statuts imposent une décision des Associés.

Tous moyens de communication (visioconférence, téléphone, email...) peuvent être utilités dans l'expression des décisions des Associés.

Chaque Associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par mandataire choisi parmi les autres Associés. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Si la Société ne comporte qu'un seul Associé, l'associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à la collectivité des Associés lorsque les Statuts exigent une décision des associés.

Le Commissaire aux comptes doit être invité à participer à toute décision des Associés, en même temps et dans la même forme que les Associés.

Hormis pour l'approbation des comptes annuels et l'affectation du résultat, pour lesquels la tenue d'une Assemblée Générale est obligatoire, les décisions des Associés sont prises, au choix du Président de la Société, par consultation par correspondance, en assemblée ou par acte sous seing privé signé par tous les Associés :

1) Par consultation écrite :

Dans ce cas, le Président de la Société adresse à chacun des Associés le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des Associés, par tous moyens écrits (y compris par email). Les Associés disposent d'un délai minimal de 10 jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre un vote. Le vote peut être émis par tous moyens écrits (y compris par email). Tout Associé n'ayant pas répondu dans le délai de 10 jours est considéré comme s'étant abstenu.

Lorsqu'une décision des Associés est prise par consultation écrite, elle est constatée par un procès-verbal établi et signé par le Président de la Société. Ce procès-verbal indique au moins la date à laquelle la consultation écrite a été adressée aux Associés, les documents et rapports remis préalablement aux Associés et fait état des résultats de la consultation résolution par résolution.

La procédure de consultation écrite est interrompue si un Associé demande à la Société, dans le délai de 5 jours suivant la réception de la lettre de consultation, que le texte des résolutions proposées soit mis à l'ordre du jour d'une Assemblée.

Les décisions résultant des consultations par correspondance ne sont valables que si des Associés possédant plus de la moitié des actions ayant le droit de vote se sont exprimés.

2) En Assemblée :

Convocation des assemblées

Les Assemblées sont convoquées par :

- le Président de la Société ;
- le Directeur Général ;
- l'un des Directeurs Généraux Délégués ;
- le Président du Conseil de Surveillance ;
- tout Associé détenant au moins 50% du capital social et des droits de vote de la Société ;
- le ou les Commissaires aux Comptes ;
- un mandataire désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce territorialement compétent pour le siège de la Société prise en la forme des référés en cas d'urgence.

Les convocations sont adressées par tous moyens huit 8 jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée en vidéoconférence. Dans le cas où tous les Associés ainsi que le ou les Commissaires aux Comptes sont présents ou représentés, l'Assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

Tenue des Assemblées

A chaque Assemblée est tenue une feuille de présence.

L'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation, ou en son absence par une personne choisie par l'Assemblée en son sein, qui est habilitée à certifier conformes les procès-verbaux des Assemblées et peut déléguer ce pouvoir. Lorsque la convocation est faite par plusieurs des Associés de la Société représentant au moins la moitié du capital et des droits de vote, l'Assemblée est présidée par celui de ces Associés présents à l'Assemblée qui individuellement détient la fraction la plus importante de droit de vote.

Est désigné Scrutateur l'Associé présent, représentant, tant pour lui-même que comme mandataire, le plus grand nombre de voix et qui accepte cette fonction. En cas d'impossibilité de désigner un Scrutateur, ou si aucun des Associés présents n'accepte cette fonction, l'Assemblée peut néanmoins avoir lieu.

Le Président de séance et le Scrutateur désignent un Secrétaire. En l'absence de Scrutateur, le Secrétaire est désigné par le Président de séance seul. Le Président de séance, le Scrutateur s'il a été procédé à sa nomination et le Secrétaire constituent ainsi le bureau de l'Assemblée.

Lorsqu'une décision des Associés est prise en assemblée, elle est constatée un procès-verbal, établi par le Président de la Société et signé par les membres du bureau de l'Assemblée.

Ce procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion ; les nom, prénom et qualité des membres du bureau de l'Assemblée ; le mode de convocation ; l'ordre du jour ; le nombre d'actions participant au vote ; les documents et rapports soumis à l'Assemblée ; un résumé des débats ; le texte des résolutions mises au vote et le résultat des votes. Il mentionne également la communication préalable des documents et informations relatifs à l'Assemblée.

Quorum et majorité

L'Assemblée ne peut valablement délibérer que si les Associés présents ou représentés possèdent plus de la moitié des actions ayant le droit de vote.

Les décisions ne sont valablement prises que si elles recueillent la majorité simple des voix dont disposent les Associés, présents ou représentés.

Par exception au paragraphe ci-dessus, toutes les décisions des Associés pour lesquelles la loi et les Statuts requièrent l'unanimité, devront être prises à l'unanimité des Associés.

3) Par acte sous seing privé :

Les décisions des Associés peuvent également résulter du consentement des Associés exprimé dans un acte sous seing privé, signé par tous les Associés. L'acte sous seing privé indique la date de l'acte sous seing privé, les documents et rapports remis préalablement aux Associés.

Si un Associé refuse de signer un acte sous seing privé, la décision des Associés ne peut alors être prise que par consultation écrite ou en Assemblée.

ARTICLE 15 – REGISTRE DES PROCES-VERBAUX DES DECISIONS DES ASSOCIES

Les procès-verbaux exprimant les décisions des Associés, par consultation écrite ou en Assemblée, sont établis et signés en original sur un registre spécial, tenu au siège social conformément aux dispositions légales en vigueur.

Lorsqu'une décision des Associés est prise par acte sous seing privé, l'acte sous seing privé est reporté au registre spécial de la Société sous la forme d'une reproduction comportant copie des signatures des Associés, que le Président de la Société certifie conforme.

ARTICLE 16 - DROITS DE LA REPRESENTATION SOCIALE AUPRES DES ORGANES DE LA SOCIETE

Le cas échéant, les délégués du comité social et économique exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président de la Société ou de toute personne qu'il aura déléguée à cet effet.

Lorsque les Associés s'expriment par voie d'Assemblée Générale, les délégués du comité social et économique exercent leurs droits conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 17 - VALORISATION DES ACTIONS DE LA SOCIETE

Les Associés peuvent procéder à la nomination d'un collège d'experts indépendants chargé procéder à l'évaluation annuelle des titres émis par la Société. Ils doivent procéder à ladite nomination lorsqu'il est nécessaire d'évaluer les titres émis par la Société pour l'application des présents Statuts.

La décision de nomination des experts précise la durée, qui peut être illimitée, et les modalités d'exercice de la mission des experts.

Le collège d'experts arrête la valeur qui est déterminée au plus tard le 30 juin sur la base des derniers comptes de la Société arrêtés au 31 décembre précédent (la « **Valeur Experts** »).

Sous réserve d'accords différents entre les Associés de la Société, la Valeur Experts sera celle retenue pour tout mouvement intervenant sur les titres de la Société jusqu'à la prochaine évaluation.

Toutefois, si au cours de cette période intervenaient des événements susceptibles de modifier, de manière significative, la Valeur Experts, les mêmes experts procèderont à une évaluation intermédiaire de la Société avec la même méthode, cette valeur se substituant à la Valeur Experts pendant la période allant du jour de la fixation de la valeur intermédiaire jusqu'à la fixation de la nouvelle Valeur Experts.

Il est entendu que lorsqu'il sera fait recours à la Valeur Experts pour déterminer le prix d'un transfert de propriété des titres émis par la Société, celle-ci sera réputée avoir été déterminée dans les conditions de l'article 1592 du Code civil.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES DIRIGEANTS ET/OU SES ASSOCIES A PLUS DE 10%

Les dispositions des articles L. 227-10 à L. 227-12 du Code de commerce sont applicables.

Le Président de la Société doit aviser le Commissaire aux comptes des conventions soumises aux articles visés ci-dessus dans le mois de leur conclusion.

Le Commissaire aux comptes présente aux Associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les Associés statuent sur ce rapport lors de la décision d'approbation des comptes de cet exercice, l'Associé intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement, pour le Président de la Société et les autres dirigeants, d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées par le Président au Commissaire aux comptes mais ne font pas l'objet d'un rapport. Tout Associé a le droit d'obtenir communication.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, lorsque la Société ne comprend qu'un seul Associé, il est seulement fait mention, au registre des décisions des Associés, des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 19 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DES ASSOCIÉS ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Les Associés, ainsi que le Conseil de Surveillance qui sera représenté à cet effet par son Président, peuvent, à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social et, le cas échéant, prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, des comptes consolidés s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports du Commissaire aux comptes.

ARTICLE 20 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 21 - COMPTES ANNUELS

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément aux lois et usages du commerce.

Le rapport de gestion, les comptes annuels et le cas échéant le rapport de gestion du groupe et les comptes consolidés sont arrêtés par le Président.

Dans les 6 mois de la clôture de l'exercice social, ou en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les Associés doivent statuer sur les comptes annuels au vu du rapport de gestion et des rapports du Commissaire aux comptes.

ARTICLE 22 – DROITS DES ASSOCIES SUR LES BENEFICES, L'ACTIF SOCIAL ET LE BONI DE LIQUIDATION

Chacune des actions bénéficie des mêmes droits sur la part des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation et a droit au même remboursement du capital qu'elle représente, sauf à supporter les pertes, s'il y a lieu, au prorata des actions détenues par chaque Associé.

Les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation seront répartis conformément aux dispositions légales et aux stipulations des Statuts.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les Associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi ou son report à nouveau.

Les Associés peuvent décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par la collectivité des Associés, ou à défaut par le Président, dans un délai maximal de 9 mois après la clôture de l'exercice social.

La collectivité des Associés statuant sur les comptes de l'exercice social peut accorder à chaque Associé, pour tout ou partie du dividende, une option entre un paiement en numéraire et un paiement en actions.

Le Président de la Société peut mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les dividendes dans les conditions fixées par la loi. L'option entre le paiement de tout ou partie de l'acompte sur dividende en numéraire ou en action pourra être décidée sous réserve du respect des visées à l'article L 232-18 du Code de commerce.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus dans les 5 ans à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits conformément à la loi.

ARTICLE 23 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

En cours de vie sociale, les Associés désignent, pour la durée, dans les conditions et avec les missions prévues par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes.

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont désignés en application des dispositions de l'article L. 823-1 du Code de commerce.

ARTICLE 24 – TRANSFORMATION – PROROGATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par les présents Statuts et par les dispositions légales en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président de la Société doit provoquer une décision des Associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 25 – CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président de la Société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision des Associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

La décision des Associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions légales et règlementaires applicables.

ARTICLE 26 – DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, les Associés règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément aux dispositions légales et règlementaires en vigueur.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les Associés.

Les Associés peuvent autoriser le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les Associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les Associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

La réunion en une seule main de toutes les actions de capital n'entraîne pas automatiquement la dissolution de la Société. La Société continue d'exister avec l'Associé unique qui exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des Associés.

Toutefois, l'Associé unique, personne morale, peut prendre la décision de dissoudre la Société, pour quelque cause que ce soit. Cette décision entraîne la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'Associé unique dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 27 - CONTESTATIONS

Toutes contestations, relatives à l'interprétation ou l'exécution des présents Statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de

sa liquidation, soit entre les Associés, les Dirigeants et la Société, soit entre les Associés eux-mêmes, seront soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.

DIRAMODE

Société par Actions Simplifiée au capital de 82.948.636,50 €
Siège social : 18, rue Denis Papin
59650 VILLENEUVE D'ASCQ

301 571 931 RCS LILLE METROPOLE

STATUTS

MIS A JOUR AU 10 MAI 2021

CERTIFIE CONFORME

Le Président
Yann HINSINGER



ARTICLE 1 - FORME

La Société a été constituée sous la forme d'une société anonyme.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juin 2012, la Société a été transformée en Société par Actions Simplifiée.

Elle est régie par les dispositions légales et règlementaires applicables ainsi que par les stipulations des présents statuts (ci-après les « Statuts »). Elle ne peut offrir de titres financiers au public.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs Associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- l'acquisition, l'administration et l'exploitation de tous fonds de commerce et en particulier de tous fonds relatifs au commerce d'articles textiles destinés à l'habillement, d'accessoires de la mode, de produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, d'articles chaussants ainsi que d'articles de cadeaux et de décoration, et plus généralement de tous produits se rapportant à l'équipement de la personne et de la maison,

- l'exploitation de tous fonds de commerce relatifs aux activités d'achats et de ventes en gros et au détail, de déstockage de vêtements de prêt à porter et plus généralement de tous articles d'habillement et de leurs accessoires,

- l'acquisition, en vue de la revente de tous fonds de commerce, d'immeubles, d'actions et de parts de sociétés immobilières en qualité de marchand de biens,

- toutes activités de conseil en stratégie d'entreprise, d'aide à la prise de décisions, de développement et de direction d'entreprises, toutes prestations de services notamment administratif, juridique, financier, de gestion, de logistique et/ou d'entreposage, d'importation, d'exportation, et plus généralement toute activité de conseil ou d'assistance aux entreprises,

- et d'une manière générale toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à ces objets ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : DIRAMODE.

Tous les actes ou documents émanant de la Société et destinés aux tiers, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « SAS » (ou en cas de caractère unipersonnel, des mots « Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle » ou des initiales « SASU »), de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est établi au 18, rue Denis Papin – 59650 Villeneuve d'Ascq.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président et en tout autre lieu par décision collective des Associés.

Lors d'un transfert décidé par le Président, celui-ci est autorisé à modifier les Statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DUREE

La Société, sauf en cas de prorogation ou de dissolution anticipée, aura une durée de 99 ans à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 82.948.636,50 €. Il est divisé en 55 299 091 actions de 1,50 € chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 7 – DROITS ATTACHES AUX ACTIONS

7.1 Droits attachés à toutes les actions

Les actions sont toutes émises en la forme nominative.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions des Associés.

Les actions donnent lieu à une inscription sur un compte ouvert dans les livres de la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Une attestation d'inscription en compte pourra être délivrée à l'Associé qui en aura fait la demande.

Les actions se transmettent par virement du compte du cédant au compte du cessionnaire. Leur transmission ne peut s'opérer que sur production d'un ordre de mouvement signé du cédant et par l'enregistrement du changement de propriété des actions sur le registre des mouvements de titres et les comptes des titulaires dès réception de l'ordre de mouvement.

En cas de pluralité d'Associés, chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution de titres à l'occasion d'une opération telle que réduction du capital, augmentation du capital par incorporation de réserves, fusion ou autrement, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la Société, les Associés devant faire leur affaire personnelle du groupement et,

éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

En cas de démembrement, le droit de vote attaché à chaque action appartient au nu-propriétaire pour toute autre décision que celle concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.
Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les Assemblées Générales.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter aux Assemblées par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique justifiant d'une habilitation spéciale. En cas de désaccord entre eux sur le choix du mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un Associé ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou décisions collectives des associés.

7.2 Droits de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quantité de capital qu'elles représentent.

7.3 Droits préférentiels de souscription

Les Associés ont, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent, un droit de préférence à la souscription en numéraire des actions émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les Associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. Les Associés peuvent aussi décider par voie de décision collective de supprimer collectivement le droit préférentiel de souscription dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

7.4 Droits financiers attachés aux actions

Toute action donne droit, proportionnellement à la quotité de capital qu'elle représente, à une part dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, ou en cas de liquidation de la Société, dans les conditions et modalités par ailleurs stipulées dans les Statuts.

La décision collective des Associés fixe les modalités de paiement des dividendes. En tout état de cause, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du Président de la Société.

ARTICLE 8 – CESSION DES ACTIONS - AGREMENT

Toute cession réalisée en violation des dispositions du présent article est nulle, à moins qu'elle ne soit expressément ratifiée par décision des Associés dans un délai de 18 mois.

Le présent article deviendra caduc en cas de transformation de la Société en société d'une autre forme.

8.1 Modalité du transfert des actions

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte au vu d'un ordre de virement signé par le cessionnaire, sauf disposition contraire des Statuts.

L'ordre de mouvement d'actions non intégralement libérées doit être accompagné d'une acceptation signée par le cessionnaire.

8.2 Définitions

Pour l'application du présent article, sont considérées comme des « **cessions** » toute cession, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, de même que l'apport en société, l'apport partiel d'actif, la fusion ou la scission, tout démembrement des actions de la Société et plus généralement, tout mode de transmission de la propriété ou de ses démembrements, de la jouissance ou de l'usage.

Pour l'application du présent article, sont considérées comme des « **actions** » toute action, action de préférence, obligation et plus généralement, toute valeur mobilière émise par la Société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions, actions de préférence, obligations ou toute autre valeur mobilière émise par la Société.

Sont également considérées comme des « **cessions d'actions** » toute cession de tous droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, de primes d'émission ou de bénéfices, ainsi que toute cession de tous droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apport en numéraire ou toute cession de toute renonciation individuelle au droit de souscription en faveur d'une ou plusieurs personnes dénommées ou non.

Pour l'application du présent article, deux sociétés sont considérées comme « **affiliées** » si l'une d'entre elles détient le contrôle direct ou indirect de l'autre (société mère et filiale) ou si toutes deux sont directement ou indirectement contrôlées par une même société (sociétés sœurs). Il y a contrôle direct ou indirect d'une société par une autre société dès lors que la seconde dispose, directement ou par société interposée, de la majorité du capital et de la majorité absolue des droits de vote de la première.

8.3 Notifications

Les notifications, significations et demandes prévues au présent article seront valablement faites, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par lettre remise en main propre contre décharge, soit par tout autre moyen équivalent attestant sans ambiguïté de la bonne réception par son destinataire.

8.4 Champ d'application des cessions d'actions soumises à la procédure d'agrément

Sont soumises à la procédure d'agrément décrite ci-dessous toutes les cessions d'actions, à moins qu'elles n'interviennent dans les cas suivants :

- lorsque la Société ne comporte qu'un seul Associé ;
- lorsque la cession d'actions a lieu, à titre gratuit ou à titre onéreux, entre deux Associés ;
- lorsque la cession d'actions a lieu entre un Associé et une de ses sociétés affiliées.

8.4.1 Notification de l'intention de céder

Lorsqu'en application des dispositions du présent article une cession d'action est soumise à la

procédure d'agrément, l'Associé qui souhaite vendre tout ou partie de ses actions devra en aviser le Président de la Société par notification mentionnant les nom, prénom et adresse du cessionnaire, le nombre, le cas échéant la catégorie et la nature des actions dont la cession est envisagée, le mode, le prix offert et les conditions de cession.

8.4.2 Agrément

Lorsqu'un projet de cession est notifié au Président de la Société, celui-ci appelle les Associés à se prononcer dans le délai d'1 mois à compter de la notification de l'intention de céder.

La décision des Associés est notifiée au cédant ; elle n'a pas à être motivée.

Si les Associés n'ont pas fait connaître leur décision au cédant dans le délai d'1 mois ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et si le cédant n'a pas retiré son offre dans le délai de 15 jours, le Président de la Société est tenu, dans le délai d1 mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un Associé, soit par un tiers préalablement agréé par les Associés, soit par la Société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration du délai d'1 mois visé au paragraphe ci-dessus, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, à la demande de la Société, ce délai peut être prolongé par ordonnance non susceptible de recours rendue par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé.

En cas d'acquisition et en vue de régulariser la cession dans le délai imparti, le transfert sera régularisé d'office par simple déclaration du Président de la Société, puis sera notifié au cédant dans les 10 jours de sa date, avec invitation de se présenter au siège social pour recevoir le prix du transfert, soit par lui-même, soit par une autre personne dûment mandatée à cet effet.

Les Associés ne peuvent déléguer le pouvoir de se prononcer sur l'agrément ou le refus d'agrément d'un tiers cessionnaire. En revanche, lorsqu'ils se sont prononcés sur l'agrément ou le refus d'agrément du tiers cessionnaire, ils peuvent déléguer les autres pouvoirs qu'ils tiennent du présent article.

8.4.3 Prix de cession des actions

Les cessions intervenant en application du présent article se font à la valeur déterminée par les experts désignés en application des dispositions de l'article 17 des présents Statuts ou, s'il n'a pas été pourvu à leur nomination et à défaut d'accord entre les parties, par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 9 – EXCLUSION D'UN ASSOCIE

L'exclusion d'un Associé peut être prononcée, outre dans les cas expressément prévus par les dispositions législatives, dans les cas suivants :

- violation des Statuts ;
- mésentente grave entre Associés ;
- faits ou actes susceptibles de porter atteinte aux intérêts, à la réputation ou à l'image de marque de la Société ;

- abus de minorité de la part d'un Associé ;
- prononcé d'une condamnation pénale à l'encontre d'un Associé ;
- interdiction faite à un membre de la Société de participer à l'activité de celle-ci ;
- modification dans le contrôle d'une société Associée.

L'exclusion d'un Associé de la Société est décidée par les Associés, étant précisé que les droits de vote détenus par l'Associé concerné par la procédure d'exclusion seront pris en compte pour le calcul du quorum et de la majorité. Si l'Associé concerné par la procédure d'exclusion n'est pas présent ou représenté lors de la décision des Associés appelée à statuer sur son exclusion, le résultat du vote lui est notifié par le Président, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 10 jours à compter de la décision des Associés.

L'exclusion d'un Associé ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- information de l'Associé concerné, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai de 15 jours avant la date à laquelle doivent se prononcer les Associés, accompagnée de l'exposé des motifs de l'exclusion envisagée et de toutes pièces justificatives utiles ;
- information identique aux autres Associés ;
- tenue de la décision des Associés permettant à l'Associé concerné de faire valoir ses arguments en réponse aux griefs invoqués pour justifier son exclusion.

Dans l'attente de l'accomplissement de ces formalités, le Président de la Société peut consulter les Associés par tout moyen à l'effet de décider de suspendre l'exercice des droits non pécuniaires de l'Associé dont l'exclusion est envisagée.

L'Associé exclu doit céder la totalité de ses actions à compter de la décision d'exclusion :

- aux autres Associés ;
- à la Société elle-même, sous réserve d'une réduction du montant de son capital social dans un délai de 6 mois ;
- à un tiers réunissant les conditions fixées par les Statuts pour être Associé.

Tous les droits non pécuniaires, attachés à la propriété des actions détenues par l'Associé exclu, tant par les Statuts que par la loi, sont suspendus dès la décision d'exclusion des Associés.
Dans le cas où l'exclusion résulte d'une action ayant causé un dommage à la Société, ladite exclusion est prononcée sans préjudice des éventuelles actions judiciaires, pénales ou civiles, qui pourraient être diligentées à l'encontre de l'Associé exclu.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé par le Président de la Société ou d'une personne déléguée par lui sans qu'il soit besoin de celle de l'Associé exclu.
La cession des actions de l'Associé exclu intervient tout droit aux dividendes, intérêts ou autres droits pécuniaires attachés et libres de tout privilège, nantissement ou sûreté de quelque nature que ce soit, ce dont l'Associé exclu doit faire son affaire.

Les cessions intervenant en application du présent article se font à la valeur déterminée par les experts désignés en application des dispositions de l'article 17 des présents Statuts ou, s'il n'a pas été pourvu à leur nomination et à défaut d'accord entre les parties, par un expert désigné dans les conditions décrites à l'article 1843-4 du Code Civil.

Le prix des actions de l'Associé exclu doit être versé à celui-ci par la délivrance d'un chèque ou d'un

ordre de virement d'un montant égal au prix des actions déterminé conformément aux dispositions de l'article 17 des présents Statuts. Dans le cas où l'Associé exclu ne se trouve pas en mesure de recevoir le paiement du prix des actions cédées, ce prix est – à la diligence de la Société – séquestré auprès de tout établissement bancaire ; à compter de ce séquestre, la Société est réputée avoir rempli ses obligations au titre du paiement du prix.

Le présent article deviendra caduc en cas de transformation de la Société en une société d'une autre forme.

ARTICLE 10 – PRESIDENT DE LA SOCIETE

10.1 Désignation

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, Associé ou non de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de la personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de 65 ans. Si le Président en fonction atteint l'âge de 65 ans en cours d'exercice de son mandat, il est réputé démissionnaire d'office et est remplacé à l'occasion de la plus proche décision collective des Associés appelée à statuer sur les comptes du dernier exercice social clos.

10.2 Durée des fonctions

Le mandat du Président est de 4 ans, ses fonctions prenant fin à l'issue de la décision des Associés statuant sur les comptes du dernier exercice social clos se tenant dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Toutefois, les Associés pourront décider d'une durée de mandat différente.

Le mandat du Président pourra être renouvelé.

Le Président peut démissionner à tout moment, à charge pour lui d'en informer les Associés.

Le Président peut être révoqué à tout moment et sans qu'un motif soit nécessaire par décision des Associés.

La révocation des fonctions du Président n'ouvre droit à aucune indemnité.

10.3 Rémunération

Le Président peut se voir allouer une rémunération au titre de son mandat. Cette rémunération est fixée par décision collective des Associés. Les modifications de la rémunération du Président interviennent dans les mêmes formes.

La rémunération du Président peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois, fixe et proportionnelle.

10.4 Pouvoirs

Le Président dirige et administre la Société. Il la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les Statuts aux associés.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que cette limitation soit opposable aux tiers, le Président ne pourra prendre les engagements suivants qu'après accord du Conseil de Surveillance ou, à défaut d'existence de ce dernier, de la collectivité des Associés :

- le retrait de fonds en banque, quel qu'en soit le montant, à l'exception de retraits plafonnés à un montant de 1 000 € destiné à la constitution de fond de caisse ;
- l'acquisition sous quelque forme que ce soit (notamment achat, échange, apport en société) d'immeubles appelés à figurer au poste immobilisations du bilan, de fonds de commerce, de droits d'entrée, de droits au bail ou d'autres éléments substantiels de fonds de commerce tels que brevets d'invention, certificat d'utilité, marques, dessins et modèles, enseignes, procédés techniques non brevetés, à moins qu'elle ne soit réalisée auprès ou au bénéfice d'une société affiliée ou que le montant d'acquisition additionné aux montants de loyers cumulés sur la durée du bail commercial y afférant ne soit d'une valeur inférieure à 1 000 000 € ;
- la cession sous quelque forme que ce soit (notamment vente, échange, apport en société) d'immeubles appelés à figurer au poste immobilisations du bilan, de fonds de commerce, de droits d'entrée, de droits au bail ou d'autres éléments substantiels de fonds de commerce tels que brevets d'invention, certificat d'utilité, marques, dessins et modèles, enseignes, procédés techniques non brevetés, à moins qu'elle ne soit réalisée auprès ou au bénéfice d'une société affiliée ou qu'elle ne soit d'une valeur inférieure à 500 000 € ;
- la prise ou la cession d'une participation ;
- la constitution ou la promesse de constitution de sûretés personnelles (cautionnement, aval, etc.) ou réelles mobilières (nantissement) ou immobilières (antichrèse, hypothèque, affectation hypothécaire) ;
- tout emprunt et demande de crédit à court, moyen ou long terme à moins qu'il/qu'elle ne soit réalisé(e) auprès ou au bénéfice d'une société affiliée ;
- tout octroi de prêt à toute personne physique ou morale, à moins qu'il ne soit réalisé au bénéfice d'une société affiliée ;
- l'abandon de créances, à moins qu'il ne soit réalisé au bénéfice d'une société affiliée ;
- l'acquisition et l'aliénation de valeurs mobilières (titres de placement et titres de participation), à moins qu'elle ne soit réalisée auprès ou au bénéfice d'une société affiliée ;
- la conclusion de contrats de franchise ou de location gérance, sauf avec une société affiliée ;
- tout autre acte juridique comportant pour la Société un engagement de payer excédant la somme de 500 000 €, étant précisé que toute mesure tendant à scinder le montant de l'engagement en tranches inférieures à 500 000 € n'exonérera pas le Président de sa responsabilité contractuelle, à moins qu'il ne soit réalisé auprès ou au bénéfice d'une société affiliée. La présente interdiction de passer un acte juridique comportant pour la Société un engagement de payer une somme excédant 500 000 € ne s'applique pas aux actes passés dans le cadre de l'exploitation courante de la Société tels que notamment les achats de marchandises destinées à la revente, les achats de fournitures et matériels divers destinés au

fonctionnement courant de l'entreprise, la conclusion de baux commerciaux, ou encore, le règlement des sommes dues aux administrations (douanes, impôts, URSSAF ....).

Deux sociétés sont considérées comme affiliées dans les conditions définies à l'article 8.2 des présents Statuts.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toute délégation de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 11 – DIRECTEUR GENERAL DE LA SOCIETE

11.1 Désignation

Sur proposition du Président de la Société, les Associés peuvent procéder à la nomination d'un ou plusieurs Directeurs Généraux, Associé ou non de la Société, personne physique ou personne morale (le « **Directeur Général** »).

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 65 ans. Si le Directeur Général en fonction atteint l'âge de 65 ans en cours d'exercice de son mandat, il est réputé démissionnaire d'office et est remplacé à l'occasion de la plus proche décision collective des Associés appelée à statuer sur les comptes du dernier exercice social clos.

11.2 Durée des fonctions

Le mandat de Directeur Général est de 4 ans, les fonctions prenant fin à l'issue de la décision des Associés statuant sur les comptes du dernier exercice social clos se tenant dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Toutefois, les Associés pourront décider d'une durée de mandat différente.

Le mandat du Directeur Général pourra être renouvelé.

Le Directeur Général peut démissionner à tout moment, à charge pour lui d'en informer les Associés.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un motif soit nécessaire par décision des Associés.

La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

11.3 Rémunération

Le Directeur Général peut se voir allouer une rémunération au titre de son mandat. Cette rémunération est fixée par décision collective des Associés. Les modifications de la rémunération du Directeur Général interviennent dans les mêmes formes.

La rémunération du Directeur Général peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois, fixe et proportionnelle.

11.4 Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure des Associés, le Directeur Général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs de direction et de représentation

que le Président de la Société.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Sans que cette mesure soit opposable aux tiers, le Directeur Général sera soumis aux mêmes limitations de pouvoirs que celles énoncées à l'article 10.4 des présents Statuts.

Le Directeur Général peut, sous sa responsabilité, consentir toute délégation de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 12 – DIRECTEUR GENERAL DELEGUE DE LA SOCIETE

12.1 Désignation

Les Associés peuvent, sur proposition du Président et/ou du Directeur Général, procéder à la nomination d'un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, dont ils fixent l'étendue des missions et qui sont obligatoirement des personnes physiques, Associées ou non de la Société.

Nul ne peut être nommé Directeur Général Délégué s'il est âgé de plus de 65 ans. Si un Directeur Général Délégué atteint l'âge de 65 ans en cours d'exercice de son mandat, il est réputé démissionnaire d'office et ses fonctions cessent lors de la plus prochaine décision collective des Associés.

12.2 Durée des fonctions

Le mandat de Directeur Général Délégué est de 4 ans, les fonctions prenant fin à l'issue de la décision des Associés statuant sur les comptes du dernier exercice social clos se tenant dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Toutefois, les Associés pourront décider d'une durée de mandat différente.

Le mandat du Directeur Général pourra être renouvelé.

Le Directeur Général Délégué peut démissionner à tout moment, à charge pour lui d'en informer les Associés.

Le Directeur Général Délégué peut être révoqué à tout moment et sans qu'un motif soit nécessaire par décision des Associés.

La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

12.3 Rémunération

Le Directeur Général Délégué peut se voir allouer une rémunération au titre de son mandat. Cette rémunération est fixée par décision collective des Associés. Les modifications de la rémunération du Directeur Général interviennent dans les mêmes formes.

La rémunération du Directeur Général Délégué peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois, fixe et proportionnelle.

12.4 Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure des Associés, le Directeur Général Délégué dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs de direction et de représentation que le Président de la Société.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Directeur Général Délégué qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les Associés fixeront, le cas échéant dans la décision de nomination, à titre de mesure interne, l'étendue des pouvoirs du Directeur Général Délégué.

Le Directeur Général Délégué peut, sous leur responsabilité, consentir toute délégation de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 13 – CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA SOCIETE

Il peut être créé, par décision collective des Associés, un Conseil de Surveillance dont le fonctionnement et les pouvoirs sont régis par le présent article et les autres dispositions des Statuts y faisant référence.

13.1 Composition du Conseil de Surveillance

Lorsqu'il est institué, le Conseil de Surveillance est composé de 3 membres au moins et de 8 membres au plus.

13.2 Nomination des membres du Conseil de Surveillance

Les membres du Conseil de Surveillance sont choisis en fonction de leurs compétences ; ils peuvent être des Associés de la Société ou des tiers, personnes physiques ou morales.

Lorsqu'une personne morale est nommée membre du Conseil de Surveillance, celle-ci doit, lors de sa nomination, désigner un représentant permanent, qui sera soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était membre du Conseil de Surveillance en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Le Président de la Société, le Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués ne peuvent en aucun cas être nommés membres du Conseil de Surveillance.

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés, renouvelés ou révoqués par décision collective des Associés.

La révocation d'un membre du Conseil de Surveillance peut survenir à tout moment par décision collective des Associés qui n'a pas à être motivée. La révocation d'un membre du Conseil de Surveillance ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité.

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés pour une durée de 4 ans. Leur mandat prend fin à l'issue de la décision collective des Associés statuant sur les comptes du dernier exercice clos se

tenant dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Les membres du Conseil de Surveillance sont rééligibles.

En cas de démission, révocation ou décès d'un membre du Conseil de Surveillance, le Conseil de Surveillance peut, entre deux décisions des Associés, procéder à des nominations à titre provisoire, tant que le nombre de membres du Conseil de Surveillance en place ne devient pas inférieur à 2.
Si le nombre de membres du Conseil de Surveillance devient inférieur à 2, les Associés sont appelés immédiatement à compléter l'effectif du Conseil de Surveillance.
Les nominations provisoires effectuées par le Conseil de Surveillance sont soumises à ratification de la prochaine décision collective des Associés. A défaut de ratification, les délibérations prises et actes accomplis antérieurement demeurent valables.
Le membre du Conseil de Surveillance nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Pour l'exercice de son mandat, le membre du Conseil de Surveillance doit être âgé de moins de 70 ans.
Si le membre du Conseil de Surveillance en fonction atteint l'âge de 70 ans en cours d'exercice de son mandat, il est remplacé à l'occasion de la plus proche décision collective des Associés appelée à statuer sur les comptes du dernier exercice social clos.

13.3 Nomination du Président du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est dirigé par un président, désigné par le Conseil de Surveillance parmi ses membres.

Le Président du Conseil de Surveillance est nommé pour une durée de 4 ans, sans toutefois que la durée de son mandat de Président du Conseil de Surveillance puisse excéder la durée de son mandat de membre du Conseil de Surveillance.
Ainsi, la cessation, pour quelque raison que ce soit de son mandat de membre du Conseil de Surveillance, met automatiquement fin au mandat du Président du Conseil de Surveillance.

13.4 Réunions du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société et l'exercice de ses pouvoirs l'exigent.

Les membres du Conseil de Surveillance sont convoqués aux séances du Conseil de Surveillance par ou pour le compte du Président du Conseil de Surveillance, du Président de la Société ou du Directeur Général, à la demande de deux membres du Conseil de Surveillance ou par l'un des Directeurs Généraux Délégués.

La convocation est effectuée par tous moyens, y compris verbalement, au moins 8 jours avant la tenue du Conseil de Surveillance, à l'exception (i) du cas où les membres du Conseil de Surveillance seraient tous présents ou représentés où aucun délai ne sera requis et (ii) des cas d'urgence où ce délai sera réduit à 2 jours.

La convocation doit comporter l'ordre du jour, le Conseil de Surveillance pouvant toutefois se saisir de tous points relevant de sa compétence lors de ses réunions, qu'il soit ou non porté à l'ordre du jour.

Les réunions du Conseil de Surveillance ont lieu au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Toutefois, la tenue des réunions peut se faire également par tout moyen de

télécommunication (téléconférence, téléphone, visioconférence...).

Les réunions du Conseil de Surveillance sont présidées par le Président du Conseil de Surveillance ou, en cas d'absence de ce dernier, par l'un des membres du Conseil de Surveillance présents.

A l'initiative du Président du Conseil de Surveillance, il est dressé un compte-rendu de chaque réunion du Conseil de Surveillance, conservé au siège social.

Le compte-rendu est signé par le Président du Conseil de Surveillance ou le Président de séance et par au moins 1 membre du Conseil de Surveillance.

Le Président de la Société, le Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués peuvent assister aux réunions du Conseil de Surveillance.

13.5 Quorum et majorité

Le Conseil de Surveillance ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du Conseil de Surveillance qui participent à la réunion du Conseil de Surveillance par les moyens de télécommunication susvisés.

Un membre du Conseil de Surveillance peut être représenté par un autre membre du Conseil de Surveillance, étant entendu qu'un membre du Conseil de Surveillance ne peut disposer du pouvoir que d'un seul autre membre du Conseil de Surveillance.

Les décisions du Conseil de Surveillance sont prises à la majorité des voix des membres du Conseil de Surveillance présents ou dûment représentés ; en cas de partage des voix, celle du Président du Conseil de Surveillance, ou à défaut du Président de séance, est prépondérante.

Si le Conseil de Surveillance est composé de moins de 5 membres et que 2 membres seulement assistent à la séance, les décisions doivent alors être prises à l'unanimité.

13.6 Pouvoirs du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Président de la Société, le Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués.

A ce titre, le Conseil de Surveillance aura notamment pour missions de :

- examiner les comptes annuels et les documents de gestion prévisionnelle avant qu'ils ne soient arrêtés par le Président de la Société ;
- valider les orientations stratégiques de la Société et veiller à leur mise en œuvre ;
- valider et suivre le budget annuel et l'allocation des ressources ;
- valider les éventuelles modifications apportées au budget annuel en cours d'exécution ;
- émettre un avis consultatif avant toute décision de distribution d'un acompte sur dividende ;
- veiller aux politiques relatives à la qualité, au contrôle interne et aux ressources humaines ;
- conseiller et accompagner le Président, le Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués pour favoriser la haute performance de la Société ;
- autoriser les opérations visées à l'article 10.4 des présents Statuts.

Dans le délai de 4 mois à compter de la clôture de l'exercice social, le Président de la Société doit présenter au Conseil de Surveillance les comptes annuels aux fins de vérification et de contrôle.
Le Conseil de Surveillance, s'il le juge opportun, présente à la décision annuelle des Associés ses observations sur les comptes de l'exercice social.

Le Conseil de Surveillance peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés et peut créer un ou plusieurs comités spécifiques dont il fixe la mission (Comité d'Audit, Comité des Rémunérations, etc.).

Le Conseil de Surveillance peut, à toute époque, opérer les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission. Il pourra, à cet effet, exercer le droit à l'information organisé par l'article 19 des Statuts.

Il est précisé que, dans l'hypothèse où le Conseil de Surveillance n'aurait pas été constitué, les compétences spécifiques du Conseil de Surveillance visées ci-dessus et/ou ailleurs dans les Statuts seront du ressort du Président de la Société, du Directeur Général, des Directeurs Généraux Délégués ou des Associés selon le cas.

13.7 Rémunération des membres du Conseil de Surveillance

Les associés peuvent allouer aux membres du Conseil de Surveillance, en rémunération de leur activité, à titre de rémunération, une somme fixe qu'ils déterminent annuellement.

Le Conseil de Surveillance répartit librement entre ses membres les sommes globales allouées par les associés.

Les dépenses engagées par les membres du Conseil de Surveillance dans l'intérêt de la Société leur sont remboursées sur présentation d'un justificatif.

ARTICLE 14 – DECISIONS DES ASSOCIES

Les seules décisions qui relèvent de la compétence des Associés sont celles pour lesquelles la loi, les règlements applicables et les présents Statuts imposent une décision des Associés.

Tous moyens de communication (visioconférence, téléphone, email...) peuvent être utilités dans l'expression des décisions des Associés.

Chaque Associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par mandataire choisi parmi les autres Associés. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Si la Société ne comporte qu'un seul Associé, l'associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à la collectivité des Associés lorsque les Statuts exigent une décision des associés.

Le Commissaire aux comptes doit être invité à participer à toute décision des Associés, en même temps et dans la même forme que les Associés.

Hormis pour l'approbation des comptes annuels et l'affectation du résultat, pour lesquels la tenue d'une Assemblée Générale est obligatoire, les décisions des Associés sont prises, au choix du Président de la Société, par consultation par correspondance, en assemblée ou par acte sous seing privé signé par tous les Associés :

1) Par consultation écrite :

Dans ce cas, le Président de la Société adresse à chacun des Associés le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des Associés, par tous moyens écrits (y compris par email). Les Associés disposent d'un délai minimal de 10 jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre un vote. Le vote peut être émis par tous moyens écrits (y compris par email). Tout Associé n'ayant pas répondu dans le délai de 10 jours est considéré comme s'étant abstenu.

Lorsqu'une décision des Associés est prise par consultation écrite, elle est constatée par un procès-verbal établi et signé par le Président de la Société. Ce procès-verbal indique au moins la date à laquelle la consultation écrite a été adressée aux Associés, les documents et rapports remis préalablement aux Associés et fait état des résultats de la consultation résolution par résolution.

La procédure de consultation écrite est interrompue si un Associé demande à la Société, dans le délai de 5 jours suivant la réception de la lettre de consultation, que le texte des résolutions proposées soit mis à l'ordre du jour d'une Assemblée.

Les décisions résultant des consultations par correspondance ne sont valables que si des Associés possédant plus de la moitié des actions ayant le droit de vote se sont exprimés.

2) En Assemblée :

Convocation des assemblées

Les Assemblées sont convoquées par :

- le Président de la Société ;
- le Directeur Général ;
- l'un des Directeurs Généraux Délégués ;
- le Président du Conseil de Surveillance ;
- tout Associé détenant au moins 50% du capital social et des droits de vote de la Société ;
- le ou les Commissaires aux Comptes ;
- un mandataire désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce territorialement compétent pour le siège de la Société prise en la forme des référés en cas d'urgence.

Les convocations sont adressées par tous moyens huit 8 jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée en vidéoconférence. Dans le cas où tous les Associés ainsi que le ou les Commissaires aux Comptes sont présents ou représentés, l'Assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

Tenue des Assemblées

A chaque Assemblée est tenue une feuille de présence.

L'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation, ou en son absence par une personne choisie par l'Assemblée en son sein, qui est habilitée à certifier conformes les procès-verbaux des Assemblées et peut déléguer ce pouvoir. Lorsque la convocation est faite par plusieurs des Associés de la Société représentant au moins la moitié du capital et des droits de vote, l'Assemblée est présidée par celui de ces Associés présents à l'Assemblée qui individuellement détient la fraction la plus importante de droit de vote.

Est désigné Scrutateur l'Associé présent, représentant, tant pour lui-même que comme mandataire, le plus grand nombre de voix et qui accepte cette fonction. En cas d'impossibilité de désigner un Scrutateur, ou si aucun des Associés présents n'accepte cette fonction, l'Assemblée peut néanmoins avoir lieu.

Le Président de séance et le Scrutateur désignent un Secrétaire. En l'absence de Scrutateur, le Secrétaire est désigné par le Président de séance seul. Le Président de séance, le Scrutateur s'il a été procédé à sa nomination et le Secrétaire constituent ainsi le bureau de l'Assemblée.

Lorsqu'une décision des Associés est prise en assemblée, elle est constatée un procès-verbal, établi par le Président de la Société et signé par les membres du bureau de l'Assemblée.

Ce procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion ; les nom, prénom et qualité des membres du bureau de l'Assemblée ; le mode de convocation ; l'ordre du jour ; le nombre d'actions participant au vote ; les documents et rapports soumis à l'Assemblée ; un résumé des débats ; le texte des résolutions mises au vote et le résultat des votes. Il mentionne également la communication préalable des documents et informations relatifs à l'Assemblée.

Quorum et majorité

L'Assemblée ne peut valablement délibérer que si les Associés présents ou représentés possèdent plus de la moitié des actions ayant le droit de vote.

Les décisions ne sont valablement prises que si elles recueillent la majorité simple des voix dont disposent les Associés, présents ou représentés.

Par exception au paragraphe ci-dessus, toutes les décisions des Associés pour lesquelles la loi et les Statuts requièrent l'unanimité, devront être prises à l'unanimité des Associés.

3) Par acte sous seing privé :

Les décisions des Associés peuvent également résulter du consentement des Associés exprimé dans un acte sous seing privé, signé par tous les Associés. L'acte sous seing privé indique la date de l'acte sous seing privé, les documents et rapports remis préalablement aux Associés.

Si un Associé refuse de signer un acte sous seing privé, la décision des Associés ne peut alors être prise que par consultation écrite ou en Assemblée.

ARTICLE 15 – REGISTRE DES PROCES-VERBAUX DES DECISIONS DES ASSOCIES

Les procès-verbaux exprimant les décisions des Associés, par consultation écrite ou en Assemblée, sont établis et signés en original sur un registre spécial, tenu au siège social conformément aux dispositions légales en vigueur.

Lorsqu'une décision des Associés est prise par acte sous seing privé, l'acte sous seing privé est reporté au registre spécial de la Société sous la forme d'une reproduction comportant copie des signatures des Associés, que le Président de la Société certifie conforme.

ARTICLE 16 - DROITS DE LA REPRESENTATION SOCIALE AUPRES DES ORGANES DE LA SOCIETE

Le cas échéant, les délégués du comité social et économique exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président de la Société ou de toute personne qu'il aura déléguée à cet effet.

Lorsque les Associés s'expriment par voie d'Assemblée Générale, les délégués du comité social et économique exercent leurs droits conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 17 - VALORISATION DES ACTIONS DE LA SOCIETE

Les Associés peuvent procéder à la nomination d'un collège d'experts indépendants chargé procéder à l'évaluation annuelle des titres émis par la Société. Ils doivent procéder à ladite nomination lorsqu'il est nécessaire d'évaluer les titres émis par la Société pour l'application des présents Statuts.

La décision de nomination des experts précise la durée, qui peut être illimitée, et les modalités d'exercice de la mission des experts.

Le collège d'experts arrête la valeur qui est déterminée au plus tard le 30 juin sur la base des derniers comptes de la Société arrêtés au 31 décembre précédent (la « **Valeur Experts** »).

Sous réserve d'accords différents entre les Associés de la Société, la Valeur Experts sera celle retenue pour tout mouvement intervenant sur les titres de la Société jusqu'à la prochaine évaluation.

Toutefois, si au cours de cette période intervenaient des événements susceptibles de modifier, de manière significative, la Valeur Experts, les mêmes experts procèderont à une évaluation intermédiaire de la Société avec la même méthode, cette valeur se substituant à la Valeur Experts pendant la période allant du jour de la fixation de la valeur intermédiaire jusqu'à la fixation de la nouvelle Valeur Experts.

Il est entendu que lorsqu'il sera fait recours à la Valeur Experts pour déterminer le prix d'un transfert de propriété des titres émis par la Société, celle-ci sera réputée avoir été déterminée dans les conditions de l'article 1592 du Code civil.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES DIRIGEANTS ET/OU SES ASSOCIES A PLUS DE 10%

Les dispositions des articles L. 227-10 à L. 227-12 du Code de commerce sont applicables.

Le Président de la Société doit aviser le Commissaire aux comptes des conventions soumises aux articles visés ci-dessus dans le mois de leur conclusion.

Le Commissaire aux comptes présente aux Associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les Associés statuent sur ce rapport lors de la décision d'approbation des comptes de cet exercice, l'Associé intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement, pour le Président de la Société et les autres dirigeants, d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées par le Président au Commissaire aux comptes mais ne font pas l'objet d'un rapport. Tout Associé a le droit d'obtenir communication.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, lorsque la Société ne comprend qu'un seul Associé, il est seulement fait mention, au registre des décisions des Associés, des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 19 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DES ASSOCIÉS ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Les Associés, ainsi que le Conseil de Surveillance qui sera représenté à cet effet par son Président, peuvent, à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social et, le cas échéant, prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, des comptes consolidés s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports du Commissaire aux comptes.

ARTICLE 20 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 21 - COMPTES ANNUELS

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément aux lois et usages du commerce.

Le rapport de gestion, les comptes annuels et le cas échéant le rapport de gestion du groupe et les comptes consolidés sont arrêtés par le Président.

Dans les 6 mois de la clôture de l'exercice social, ou en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les Associés doivent statuer sur les comptes annuels au vu du rapport de gestion et des rapports du Commissaire aux comptes.

ARTICLE 22 – DROITS DES ASSOCIES SUR LES BENEFICES, L'ACTIF SOCIAL ET LE BONI DE LIQUIDATION

Chacune des actions bénéficie des mêmes droits sur la part des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation et a droit au même remboursement du capital qu'elle représente, sauf à supporter les pertes, s'il y a lieu, au prorata des actions détenues par chaque Associé.

Les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation seront répartis conformément aux dispositions légales et aux stipulations des Statuts.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les Associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi ou son report à nouveau.

Les Associés peuvent décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par la collectivité des Associés, ou à défaut par le Président, dans un délai maximal de 9 mois après la clôture de l'exercice social.

La collectivité des Associés statuant sur les comptes de l'exercice social peut accorder à chaque Associé, pour tout ou partie du dividende, une option entre un paiement en numéraire et un paiement en actions.

Le Président de la Société peut mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les dividendes dans les conditions fixées par la loi. L'option entre le paiement de tout ou partie de l'acompte sur dividende en numéraire ou en action pourra être décidée sous réserve du respect des visées à l'article L 232-18 du Code de commerce.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus dans les 5 ans à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits conformément à la loi.

ARTICLE 23 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

En cours de vie sociale, les Associés désignent, pour la durée, dans les conditions et avec les missions prévues par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes.

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont désignés en application des dispositions de l'article L. 823-1 du Code de commerce.

ARTICLE 24 – TRANSFORMATION – PROROGATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par les présents Statuts et par les dispositions légales en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président de la Société doit provoquer une décision des Associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 25 – CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président de la Société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision des Associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

La décision des Associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions légales et règlementaires applicables.

ARTICLE 26 – DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, les Associés règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément aux dispositions légales et règlementaires en vigueur.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les Associés.

Les Associés peuvent autoriser le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les Associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les Associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

La réunion en une seule main de toutes les actions de capital n'entraîne pas automatiquement la dissolution de la Société. La Société continue d'exister avec l'Associé unique qui exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des Associés.

Toutefois, l'Associé unique, personne morale, peut prendre la décision de dissoudre la Société, pour quelque cause que ce soit. Cette décision entraîne la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'Associé unique dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 27 - CONTESTATIONS

Toutes contestations, relatives à l'interprétation ou l'exécution des présents Statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de

sa liquidation, soit entre les Associés, les Dirigeants et la Société, soit entre les Associés eux-mêmes, seront soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.